

Au "Vive le Québec libre" de de Gaulle, Ottawa: C'est inacceptable"

par Pierre C. O'Neil

OTTAWA — Le premier ministre M. Lester Pearson a mis fin hier à une journée d'extrême tension en condamnant les propos tenus par le général de Gaulle au cours de son voyage au Québec.

"Certaines déclarations faites par le président tendent à encourager cette minorité dans notre population dont le but est de détruire le Canada. Elles sont inacceptables pour les Canadiens aussi bien que pour leur gouvernement."

"Les Canadiens sont libres. Chaque province du Canada est libre. Les Canadiens n'ont pas à être libérés."

En fait rappelle le premier ministre, "plusieurs millions de Canadiens ont donné leur vie dans deux guerres mondiales pour la libération de la France et d'autres pays d'Europe". Le Canada va rester uni, ajoute M. Pearson et rejettera tout effort pour briser cette unité.

Bref, dans des mots qui ne peuvent être plus clairs, le premier ministre accuse le général de Gaulle d'avoir cautionné le mouvement séparatiste québécois.

C'est la première fois à la connaissance des journalistes ici que le Canada déclare unilatéralement que des propos d'un chef d'Etat étranger lui sont inacceptables.

Et la question qui se pose maintenant à Ottawa est celle de savoir si le président de la France viendra dans la capitale comme c'était prévu.

A l'ambassade de France, hier soir, on nous faisait entendre que le programme du général était inchangé. Et dans sa déclaration de fin d'après-midi M. Pearson fait allusion à la visite du général en souhaitant que ses entretiens avec lui pro-

soudaient tous les Canadiens que le président de la République est aussi intéressé que le gouvernement canadien à promouvoir l'amitié traditionnelle entre les deux pays.

M. Jean Marchand avait laissé entendre au cours de la journée d'hier qu'il n'aurait peut-être lui-même un communiqué suivant celui du premier ministre mais la sœur de la mise au point de M. Pearson l'aurait convaincu que la sienne était celle supérieure.

Il est connu en effet que les ministres et députés Canadiens français qui se trouvaient à Ottawa hier étaient parmi les premiers à recommander la manière forte avec le président de la France.

Quant à M. Diefenbaker, quelques moments seulement après la déclaration de M. Pearson, il se disait au nom des Cana-

diens devenus de la mollesse, et il affirmait que ce texte n'était qu'une condamnation de généralités et qu'en outre une fois un gouvernement stable et divisé avait été trouvé.

Quant à la plupart des observateurs au ils ont été étonnés de la fermeté avec laquelle le gouvernement a réagi aux propos du général de Gaulle. Plusieurs craignant que M. Pearson n'ait pas aussi bien pu exister, en calant le reste du pays de soulever le Québec contre le gouvernement fédéral.

Le gouvernement ignorait pas la possibilité qu'à la suite de sa mise au point le général decide d'interrompre sa tournée canadienne. Mais il a agi de façon à faire porter sur le général lui-même le poids de cette décision.

Voir page 2. Le replaque d'Ottawa

A l'Expo, nouveau triomphe pour le général de Gaulle

Par Jean-V. Dufresne

Suspense hier à l'arrivée du général de Gaulle, on parlait avec cette ferveur, sur l'estrade d'honneur de la Place des Nations, ou il inaugurerait la journée nationale de la France, sous un soleil éclatant.

Qualité d'homme d'Etat, tout au moins, pour le fatiguer "vive le Québec libre" dans la salle du hall de l'Hotel de ville". Les journalistes massés dans les estrades, remplie comme au jour de l'inauguration de l'exposition, en avril dernier, mais plus amnésies encore, notèrent surtout l'absence du ministre des affaires extérieures Paul Martin, rappelé d'urgence à Ottawa pour un conseil des ministres, premières conclusions de ce que l'opinion publique, en général, appelle "l'intervention" du président de Gaulle dans les affaires intérieures du Canada.

Mais le général n'a approuvé ni d'autres, sinon un "vive le Canada", tout à la fin de son allocution, suivi du reste d'un "vive le Québec" aux acclamations d'une foule enthousiaste et peut-être "amusée". Mais l'on ne se réfère dans ses discours d'hier, avant midi ni le feu ni la grande passion des sorties qu'il fit avec tant de succès en province tout au long du chemin du Roy.

Combien est impressionnante cette imposante et magnifique réception à l'Exposition universelle canadienne de Montréal, a dit le général. Combien sont éloquentes les paroles qui viennent d'être prononcées ajout M. Dufresne de rendre un éloquent hommage à la France moderne pour définir la part que la France à l'honneur et l'avantage de prendre à cette immense manifestation de l'activité humaine.

Elle le fait d'un grand cœur ajoute le président elle le fait telle quelle est moralement et matériellement: elle le fait avec ce

qu'elle peut dans la période moderne tirer de son propre activité, qui est toujours, aujourd'hui comme jadis, et je le pense comme ce sera demain au service de l'humanité.

Du reste continue de Gaulle, je suis aussi fier de l'avoir vu, que cette extraordinaire exposition est consacrée au service de l'humanité, c'est un témoignage de plus, c'est le premier témoi-

gnage qui convient de lui rendre et c'est le témoignage que la France lui rend avec beaucoup de plaisir et d'intérêt. Je vais visiter l'exposition le pavillon de la France, le pavillon du Canada, le pavillon du Québec et quelques instants les pavillons d'un certain nombre de pays du monde qui me même quand se trouvent en apparence plus ou moins dans des camps séparés, sont tous les amis de la France et c'est son honneur à elle de le dire et de l'avoir voulu.

Je n'aurai guère, de temps sans dire en fait que Français, c'est une joie d'écouter par moi de constater que cela se passe à Montréal et sur le sol du Québec du Canada français. Vive le Canada et vive les Québécois.

Atmosphère électrisante du début jusqu'à la fin, car après la déclaration de l'Hotel de ville et les reportages continus dans la presse et la radio anglophones, on attendait que des incidents profitent de la inauguration de la journée de France pour huiler le général. Pourtant à part quelques sifflets, il recueillit des applaudissements très chaleureux venant de tous les gradins, notamment durant l'inspection de la garde d'honneur. Environ 7.000 personnes avaient pris place dans l'enceinte. Tout allait bien jusqu'à ce que le général se dirigea vers le long du parcours jusqu'au pavillon de France du Canada et du Québec.

Ici et là quelques personnes aux lèvres serrées tendaient fermement l'index dans une protestation muette aux propos indépendantistes du président et à la des séparatistes attachés le fleur-de-lis, mais ils n'étaient pas les seuls, au contraire, au moins les braves disaient comme un symbole les manchettes les plus éloquents des quotidiens de la veille.

Étant paru sur le balcon du



Outre la langue et la culture françaises

M. Johnson: la France nous a aussi légué le "culte de la liberté"

Le premier ministre Johnson a déclaré hier soir que la langue et la culture ne sont pas les seuls dons que nous ait légués la France. Il en est un autre au quel nous attachons le plus grand prix: c'est le culte de la liberté.

Nous ne serions plus français si nous n'étions épris de liberté, pas seulement de libertés personnelles, mais aussi de libertés collectives. Pour un Français, ou qu'il soit dans le monde une patrie ne peut être qu'une terre de liberté.

M. Johnson parlait au dîner offert en l'honneur du général de Gaulle au pavillon de la France. Le texte du discours que de Gaulle prononcera le premier ministre québécois a été transmis à la presse dès dimanche.

Invitant le témoignage de la reine Elizabeth, qui lors de son récent voyage a déclaré "J'ai que nous respirons l'air de la langue et la culture fran-

çaise et rendu plus vil par l'indifférence et l'ingratitude françaises". M. Johnson a dit que les Québécois sont des Français bien sûr, qui sont quand même de l'Amérique du Nord.

Pourtant, poursuivit-il, il ne doit pas être nécessaire de nous observer bien longtemps pour retrouver en nous sous une certaine troupure nordique, les impressions, les attitudes, les goûts, les qualités, voire les défauts qui nous ont fait appartenir au monde.

"On entend dire parfois que si nous sommes restés français, c'est parce que, dans les circonstances où nous étions placés, nous ne pouvions guère agir autrement. Bien sûr, pourtant, qu'il y a d'autres options nous furent souvent proposées, tantôt avec une incitation

Voir page 2. M. Johnson



Les réactions de MM. Diefenbaker, Douglas, Caouette et Grégoire

OTTAWA (DNC) — Le premier ministre devant demander au général de Gaulle de s'abstenir de parler en public durant le reste de son voyage. Au surplus, il devrait réprimander le président de la France pour les propos qu'il a tenus à Montréal lundi soir.

Telle fut hier matin la réaction du chef du parti conservateur M. John Diefenbaker, aux événements survenus la veille à Montréal.

J'ai attendu, a déclaré M. Diefenbaker, que M. Pearson réagisse lui-même à ces événements au nom du Canada.

Comme il ne l'a pas fait, en fait, je me suis forcé de le faire moi-même."

M. Diefenbaker selon son habitude n'a pas manqué de tirer le maximum d'avantages de sa déclaration.

Il y établit que c'est le gouvernement fédéral lui-même qui a ouvert la porte au général de Gaulle. "Ce qui arrive, écrit-il, est le fruit de l'adoption par le gouvernement de la théorie des deux nations et c'est également le fruit de l'incompétence dont

Voir page 2. Réactions

Dans l'entourage de de Gaulle Il n'a jamais été question de remettre le moindre mot en cause l'unité du Canada

par Jean Tainturier

C'est pour un "vive le Canada, et vive le Québec" que le président de Gaulle a terminé la brève allocution à la Place des Nations qu'il prononçait hier matin à l'occasion de la Journée nationale de la France.

Plus tôt dans la journée, devant la foule française qui se trouvait au Parc Cartier, il avait souligné le rôle très important des Français pour Montréal, le Canada français et le Canada dans son ensemble.

Ce sont d'ailleurs le Canada au Québec et non évident, comme si le chef de l'Etat français tendait indirectement à rétablir les liens et à indiquer qu'il n'était nullement dans ses intentions véritables d'appuyer un quelconque mouvement séparatiste.

Dans l'entourage immédiat du général de Gaulle on a dit leurs tentatives à restituer l'impression qu'aurait pu donner le discours à l'entouré.

On insiste en effet, dans ces milieux, pour dire qu'il n'y a jamais été dans les vues du général de Gaulle d'encourager les mouvements indépendantistes, même s'il a utilisé leur slogan, et qu'il n'a jamais été dans les intentions du président français de remettre le moulinet on cause l'unité du Canada. Pour lui les mots "Québec libre" ne signifient pas "Québec libre" mais plus simplement "attaché" et est à dire disposant de lui-même et prenant en main ses destinées. Donner une autre interprétation signifierait que le Québec n'est pas libre.

On ajoute que la perspective dans laquelle se place le général de Gaulle est la suivante: pour permettre aux quelques chances à l'Anglo-Américain, le Canada doit, dimanche soir à Châteauguay, être en contact avec le président de la France, lorsqu'il effectuera ainsi un voyage à traverser ou en province de commencer par un discours et dont le texte est remis à la presse et qu'il reprend par bribes dans les courtes allocutions qu'il prononce les jours suivants.

Voir page 2. Dans l'entourage du président

Paul VI en Turquie: première journée fertile

Les regrets

Les ministres ont laissé entendre qu'ils n'avaient que le choix de considérer le général comme un écervelé ou une sorte d'agitateur en son genre. Le ton du communiqué laisse croire qu'ils ont, adopté ce second point de vue.

Un ministre a expliqué qu'entre le discours du général lundi et la déclaration de M. Pearson mardi le gouvernement aurait tout fait, pris tous les moyens pour obtenir soit de l'ambassadeur de France, soit de M. Couve de Murville, soit du général lui-même, des précisions sur le sens qu'il voulait lui-même donner aux propos qu'il a tenu.

Ce ministre a ajouté que devant l'échec de ces tentatives, le gouvernement n'avait pas d'autre choix que d'offrir une mise au point très sévère sur l'interprétation qu'on faisait ici des propos du général, qu'il ne servait à rien de faire l'exagération de la pensée du président et qu'il fallait malheureusement prendre ses positions dans le strict contexte politique dans lequel il les avait énoncées.

Des sources gouvernementales ont d'ailleurs ajouté hier que ces propos du général n'étaient attribuables qu'à lui, laissant entendre par là qu'il n'est pas impossible que le président de la France ait mis de côté des textes ou des notes de certains de ses proches conseillers.

Quoi qu'il en soit, il se trouve des observateurs et des hommes politiques ici pour prédire que les ambassadeurs des deux pays impliqués dans cette sérieuse crise diplomatique ont perdu un peu de leur utilité et ils n'excluent évidemment pas la possibilité de certaines mutations.

Le gouvernement bien sûr savait que le général pourrait annuler sa visite après la publication de la déclaration de M. Pearson.

Les autorités canadiennes n'ont donc pas été surprises d'apprendre dans la nuit de mardi à mercredi que le général annulait son voyage. La nouvelle aurait été transmise par M. Couve de Murville, à l'ambassadeur du Canada en France, M. Jules Léger, qui accompagnait la délégation française au pays. M. Léger l'aurait immédiatement transmise au sous-ministre des affaires extérieures du Canada M. Marcel Cadieux. De là, la décision du général fut transmise à l'assistante

de M. Pearson, Mlle Mary MacDonald. Cette dernière communication aurait eu lieu vers une heure et trente et Mlle MacDonald n'aurait pas jugé bon d'éveiller le premier ministre.

Elle lui a transmis la nouvelle vers 6 heures ce matin.

Puis le cabinet a été saisi de la décision du général et l'ouverture de sa réunion régulière vers neuf heures. Les ministres ne l'auraient pas discutée et se seraient simplement mis d'accord pour que M. Pearson fasse une autre déclaration. Elle vint vers une heure sous la forme d'un communiqué de presse. Au moment où elle fut transmise aux journalistes dans la porte de l'édifice de l'est, quatre jeunes défilèrent devant le parlement portant des pancartes insultant le général et sur lesquelles on lisait entre autres choses: "De Gaulle est un communiste."

Malgré l'opinion de la plupart des hommes politiques, hier, il s'en trouvait quelques-uns pour regretter certains des passages de la déclaration de M. Pearson. Il s'en trouvait aussi qui regrettaient que le général n'ait pas choisi de venir quand même à Ottawa où il aurait pu, disent-ils, rendre de très grands services aux Canadiens français.

Entre-temps, les rumeurs les plus extrêmes circulent à Ottawa. On mentionne la possibilité que la France rappelle son ambassadeur, certains prétendent que les accords culturels sont en danger, on parle d'élections prochaines au Québec. Une rumeur voulait même hier après-midi que le président de la France se rende secrètement à Harrington Lake, un autre que nous n'avons pu confirmer au moment de mettre sous presse voulait que le général ait envoyé un télégramme à M. Pearson avant de quitter le territoire canadien.

Ottawa se reposera cette nuit de toutes ces rumeurs et de l'atmosphère lourdement chargée qu'on y a connue depuis quelques jours. Pour l'instant on est encore dans l'attente.

Drapeau

L'espoir que votre deuxième visite chez nous a fait naître nous ne voudrions pas qu'il débouche sur une déception. C'est pourquoi nous lui donnons la forme d'un vœu précis, puissent les présents qui vous suivront à la tête de la République française avoir la même foi que vous au Canada français.

Nous conservons le souvenir des épreuves que les membres de notre communauté culturelle ont connues au Canada. Nous avons eu, d'un océan à l'autre, des martyrs de la langue et de la culture françaises. Nous ne saurions oublier ces souvenirs. Mais si nous espérons que les relations multiples qui s'amorcent entre la France et le Québec seront la soignée et le point d'appui d'une collaboration accrue.

Nous avons dû assumer seuls, pendant longtemps le rôle de gardien de la culture et de la vie françaises en Amérique. Cela

nous avons dû le faire jusqu'à l'avènement du général De Gaulle. Puis le renouveau que connaît présentement le Québec trouve un point d'appui dans des amitiés durables qui précéderont du même esprit que celui qui inspire le général — afin que le Canada français puisse mieux servir le Canada tout entier et le continent nord-américain en se réalisant lui-même.

Ces choses que je vous dis publiquement, je m'étais proposé de vous les dire privément, mais je pense, étant donné les circonstances, que je devais vous les dire en public. Par votre personne, général de Gaulle, nous espérons atteindre tous vos compatriotes. Notre rivais c'est un peu de jouer au Canada et en Amérique du Nord un rôle analogue à celui que la France joue en Europe et dans la famille des nations. Peut-être sera-t-il donné à la France, dans l'avenir d'exercer ce rôle sous des formes encore plus larges que celles qui sont possibles aujourd'hui. Quant à nous, nous sommes profondément attachés à notre immense pays et nous considérons que c'est là, pour nous, la meilleure façon de servir la vie et la culture françaises.

Nous devons, en somme, continuer dans la voie que nous nous sommes tracée depuis longtemps et même envisager de devoir le faire pendant longtemps.

Nous faisons partie, souverainement notre historien national le chanoine Groulx, des petits peuples, peu nombreux, qui ont été appelés à un destin tragique. Nous souhaitons pouvoir mettre fin à l'anxiété historique qui nous a habités pendant longtemps. Pour cela, nous comptons sur l'appui et l'amitié de la France.

Dernières heures

rite se contentant d'applaudir et d'agiter des tricolores. Il n'y avait pas comme lundi ce vaste soulèvement d'enthousiasme généralisé, venant, de partout. D'ailleurs la petite place où Vaughan Nelson se débattait sur sa colonne, était déserte.

Lorsque pendant deux heures, cependant que le général s'attardait à dépeiner les manifestants criant "Vive de Gaulle!" "Hypocrisie anglosaxonne!" "Drapeau nous trahit!" et plus sérieusement enfin et non sans émotion, ils entonnaient et avec eux une partie de la célèbre vieille chanson du départ. Ce n'est qu'un an de retour de Gaulle ce n'est qu'un an de retour nous nous reverrons.

C'est en vain qu'ils réclamèrent "De Gaulle au balcon!" que des anglophones confondaient maintenant avec "De Gaulle go back home". La confusion il faut dire, fut de courte durée car les pancartes qui battaient au vent étaient sans équivoque les initiales "J.N.". Sur le fond blanc d'un tricolore on lisait aussi "Acadie vivante!" une allusion peut-être au refus du premier ministre Louis Robichaud d'assister au dîner d'Etat du général au pavillon de la France après sa fracassante déclaration du lundi.

Par le truchement d'un transitor, les indépendantistes suivirent attentivement la cérémonie qui se déroulait à l'intérieur et leurs exclamations scandées exprimaient tantôt leur reproblation à l'endroit du général qui lui sans reprendre le slogan incandescent de la veille ne semblait pas modifier d'un iota le sens de ses propos sur l'avenir de la francophonie en Amérique.

En guise de remerciement, si l'on veut, l'ordre fut donné, au sortir du général, de scander simplement "Merci de Gaulle" et de se disperser ensuite en ordre ce qui fut fait. Entre-temps, souvenir évocateur des années du pensionnat, ils défilèrent, passés maître dans cet art les titanes de la protestation. Il n'y aurait guère assez de poteaux télégraphiques sur la rue Notre-Dame pour pendre les députés et ministres qui l'étaient: Pearson, Trudeau, Marchand, Grégoire, Couette étant considérés les meilleurs morceaux.

Absence notable d'ailleurs, partout où le général est allé hier, depuis le métro jusqu'au chalet de la montagne, de représentants fédéraux pour entendre le général parler, de cet admirable point de vue, "de cette ville fidèle à elle-même".

me'; après quoi le vida, d'un trait, avec le maire de Montréal, le verre de jus d'orange qu'on lui tendait. Au chalet, les manifestants indépendantistes tenus à grande distance ne purent encourager la foule, d'ailleurs composée d'invités choisis.

A 16h 22, le quadriréacteur américain de l'aviation française décollait, laissant aux "grenouillers et aux scribouilleurs", pour reprendre l'expression méprisante du général, le soin de faire le bilan de cette visite qui passera dans les annales de l'histoire politique canadienne.

De l'avion qui le transportait hier vers Paris, le général de Gaulle a fait tenir au premier ministre Johnson le message suivant:

"Je vous remercie, monsieur le premier ministre, pour la magnifique réception que vous m'avez réservée, et à travers vous j'exprime ma gratitude à la population pour son inoubliable accueil. Ma femme se joint à moi pour vous prier de partager avec madame Johnson notre amical souvenir. Croyez monsieur le premier ministre, en ma haute et cordiale considération."

Charles de Gaulle

Le pape

position commune à l'égard du problème des Lieux saints, mais rien n'a été rendu public à ce sujet.

La seconde journée du voyage pontifical aura été essentiellement un pèlerinage de prières et de dévotions. Ce fut aussi le témoignage de la volonté du Saint-Père de chercher par tous les moyens à rapprocher les hommes.

Réactions

sa propre évaluation de la réaction, plutôt que sur la double réprimande du premier ministre qui aurait difficilement effrayé un moine.

M. C. DOUGLAS, chef du nouveau parti démocratique a déclaré que le départ du général de Gaulle était doublement regrettable, après ses propos controversés au sujet du Québec. M. Douglas a ajouté qu'il ne saurait savoir pour quoi le président français est parti, peut-être était-il simplement en colère. Tout l'évident est regrettable, mais les autorités fédérales au regard du fait, preuve d'un plus grand tact. Il serait dangereux de faire du général un martyr, ce qui agiterait la cause des séparatistes. C'est dommage qu'il se soit lui-même dans une si mauvaise passe, mais une fois qu'il s'y est trouvé, c'est dommage que nous n'ayons pas osé à l'aider à en sortir.

M. ROBERT WINTERS, ministre du commerce, il se peut que le climat politique entre les deux gouvernements soit rendu plus difficile, mais il ne prévient pas de changements importants dans nos politiques générales et certainement pas dans nos relations commerciales.

M. JEAN MARCHAND, ministre de la main-d'œuvre.

Je regrette la décision du général de ne pas venir à Ottawa. Nous l'aurions reçu avec plaisir. Nous aurions pu clarifier nos positions respectives. Je m'emploierai pour ma part à maintenir nos relations dans un climat de totale cordialité.

M. PIERRE ELIOT TRUDEAU, ministre de la justice.

Il est malheureux que le général n'ait pas accepté l'invitation qui lui était faite de se rendre à Ottawa, et qui était contenue dans le dernier paragraphe de la déclaration du premier ministre. M. Trudeau a souligné les efforts déployés par les ministres francophones au sein du cabinet en vue d'une détente. Nous avons essayé de ne pas augmenter l'esclandre" a-t-il affirmé.

M. MARCEL MASSE, ministre associé de l'Éducation. "Le général de Gaulle a développé dans ses discours le thème d'un Québec qui progresse et aspire à être maître de sa destinée. Selon le ministre d'État, la principale conséquence de la visite de de Gaulle aura été de montrer au monde qu'il existe une collectivité française au Canada."

LIBRAIRE DEMANDÉ
pour prendre charge d'un département de manuels scolaires et de bibliothèques.
Age: de 20 à 35 ans de préférence.

s'adresse: **AUTHIER & FRÈRE INC.**
261 rue Principale
Granby, P.Q.
Tel. 372-3369

"LE RIN A BESOIN DE VOTRE APPUI"



La cause de l'indépendance gagne chaque jour du terrain. De plus en plus de